

## Assemblée Section Porc 2015

### **Que l'Etat travaille les dossiers qui relèvent de ses compétences, Consolidons notre organisation collective pour servir l'intérêt des éleveurs**

Mesdames et Messieurs les Présidents,  
Mesdames et Messieurs les Elus et représentants des Administrations,  
Chers (chères) Collègues et Partenaires,

Je tiens tout d'abord à vous remercier tous, très chaleureusement, pour votre participation à notre assemblée générale.

Cette Assemblée Générale intervient dans un contexte très tendu au niveau conjoncturel pour les éleveurs en premier lieu, mais aussi pour toute la filière.

Compte tenu de ce que nous vivons depuis plusieurs mois, ce rapport d'orientation sera centré sur l'économie de la filière, la conjoncture, notre organisation, la valorisation de notre production. Nous nous investissons sur de nombreux autres dossiers également stratégiques pour l'avenir de notre production : l'environnement, le sanitaire, la qualité, le bien-être animal. Je traiterai ces questions de façon transversale dans le rapport d'orientation de notre assemblée statutaire.

### **Stop au délire de la com., revenons sur terre !**

Les tensions et les crises que nous avons vécues ces derniers mois au Marché du Porc Breton ne sont que la partie émergée d'un iceberg, une expression synthétique des problèmes de fond qui frappent notre filière depuis une dizaine d'années.

Mais tout d'abord, concernant la gestion de la crise elle-même, il est vrai que nous avons eu à prendre des décisions difficiles. L'UGPVB a été montrée du doigt lorsqu'il s'est agi de demander au Marché du Porc Breton d'établir le juste prix, celui qui synthétise la valorisation des différents marchés. Nous avons été accusés de tous les mots. Mais je pense que notre devoir n'est pas de dire ce que les gens veulent entendre.

**Notre devoir est de dire la vérité, d'assumer nos responsabilités et les exigences qui s'y rattachent, en étant imprégnés de la réalité du marché et de sa complexité.**

Peut-être aurions-nous dû prendre cette décision plus en amont ? Les problèmes de fluidité que nous connaissons aujourd'hui se traduisent par des contraintes très concrètes dans la gestion quotidienne des élevages mais aussi par une atténuation du prix payé aux éleveurs du fait de la forte baisse des plus-values liée à l'augmentation des poids. Nous pouvons raisonnablement craindre que ce qu'a rapporté aux éleveurs le 1,40 € risque d'être repris par l'effet boomerang que nous vivons aujourd'hui !

**Ce que nous prenons au marché sans moyen, le marché nous le reprend à très cher. Il y a 25 à 30 ans, les Ministres prenaient des décisions, mettaient des moyens pour soutenir les prix. Cette fois ci, rien ! Que de la com. !**

Et certaines GMS avaient beau jeu de communiquer sur la défense du 1,40 € quand, dans le même temps, elles refusaient la valorisation de ce prix sur leur approvisionnement en produits transformés, faisant la part belle aux importations de pièces à bas prix en provenance de l'Espagne. Le 1,40 € a reposé sur rien, du sable mouvant, et nous nous enfonçons aujourd'hui.

## **Plan de soutien à l'élevage : priorité aux éleveurs de porcs**

La situation est dramatique, elle se traduit par des tensions extrêmes au niveau de la trésorerie des élevages. Concernant le plan de soutien à l'élevage, le FAC notamment, même si les montants ne sont pas à la hauteur des enjeux, je me félicite que nous ayons été entendus pour inscrire les dossiers des éleveurs de porcs en priorité et éviter le saupoudrage des aides. J'en profite pour saluer les agents des DDTM et la DRAFF pour la mise en œuvre opérationnelle du dispositif.

## **Que les décideurs politiques travaillent sur les dossiers qui relèvent de leur compétence !**

Je disais à l'instant : les montants ne sont pas à la hauteur des enjeux ! Pourquoi ? Parce que le FAC est un dispositif d'accompagnement conçu pour passer les petits soubresauts conjoncturels. Mais il est inadapté et sans portée pour traiter la question de la compétitivité de la filière qui est structurellement affectée depuis une dizaine d'années. La crise que nous avons vécue cet été aurait dû se traduire par des décisions politiques fortes et ambitieuses du Ministre de l'Agriculture.

**Il y a consensus au niveau de la filière, et sur le diagnostic, et sur les mesures à prendre, dans un champ qui relève de la responsabilité des politiques. Mais aujourd'hui encore, zéro décision sur le dumping fiscal, zéro décision sur le dumping social, zéro décision concernant l'embargo russe, zéro décision sur l'étiquetage de l'origine des produits transformés.**

Nous regrettons que, depuis presque un an, notre Ministre de l'Agriculture se complaise à stigmatiser, l'un ou l'autre des maillons de la filière : tantôt la distribution, les semaines suivantes les abatteurs, puis vient le tour des transformateurs, ensuite celui des Organisations de Producteurs. Nous ne supportons plus d'entendre un Ministre traiter d'incapables toutes celles et ceux qui, quotidiennement, travaillent dur pour performer, s'appliquent pour gagner en efficience, se forment pour progresser, et ceci, chacun à son niveau et dans son maillon,.... l'éleveur et les salariés d'élevage au sein des exploitations, l'ouvrier de l'abattage découpe, l'agent de maîtrise de la transformation, le cadre de l'entreprise ou de nos organisations, le commercial en prise avec la compétition internationale, le dirigeant qui a investi son capital et son talent dans la filière, le responsable professionnel qui donne de son temps. Nous dénonçons ce comportement visant à diviser, à instrumentaliser les uns contre les autres et ceci pour tenter, non seulement de régner en maître en restant uniquement dans le champ de la communication, mais aussi et surtout, plus grave, pour camoufler l'inaction dans les champs qui relèvent de la responsabilité de l'Etat.

A ce stade, nous en appelons au Premier Ministre. Nous lui disons : ce qui nous importe, c'est d'agir collectif. Votre rôle est de construire l'avenir sur ce qui nous rassemble au sein de la filière.

**Le Gouvernement ne peut pas à la fois, comme tous les gouvernements successifs, appeler et encourager à l'organisation interprofessionnelle, qui rassemble tous les maillons de la filière, et que nous finançons nous-mêmes, et, dans le même temps ignorer ses analyses et ses propositions.**

C'est pour cette raison que certains s'interrogent sur l'intérêt de l'organisation interprofessionnelle. Pour retrouver de la sérénité et un niveau constructif de réflexion au sein de celle-ci, l'Etat doit apporter rapidement des réponses concrètes sur :

- L'étiquetage de l'origine des produits transformés,
- Le dumping social et fiscal.

## Bâtir, construire l'avenir et non pas désorganiser !

Nous tentons de relancer le marché au cadran, marché auquel nous sommes attachés et autour duquel s'organise notre filière. Rien n'est gagné ! Commenter quand on n'y connaît rien, donner des leçons avec les « Y'a qu'à faut qu'on » qui reposent sur l'incompétence et l'analyse approximative pour casser, c'est facile. Rassembler et bâtir, c'est plus exigeant. Plus exigeant en rigueur, en temps, en expertise !

**Nous espérons réussir et ne pas laisser l'histoire écrire que Stéphane LE FOLL aura été le Ministre de la disparition de cet outil de défense des intérêts des éleveurs, notamment des plus petits, et par voie de conséquence, le désorganisateur de notre filière.**

Il est pour nous inconcevable de laisser le bazar et la désorganisation s'installer. Que le Ministre, lui, une fois encore, ne nous balade plus avec la contractualisation. Sur ce point, nous sommes en phase parfaite avec le syndicalisme, qui, par la voix de son Président, Xavier Beulin, a déclaré : « *On n'a pas besoin du ou des ministres pour établir des contrats et des prix* ». Sauf s'il est capable de nous proposer un contrat à 1,5 € pour les 6 prochains mois, 1,5 € valorisable sur toute la filière et à l'export, et bien dans cette hypothèse, nous signons pour fournir 8 millions de cochons.

Bien évidemment, il n'est pas question pour nous de faire ce que nous reprochons au Ministre. Des dossiers stratégiques relèvent de notre compétence et nous nous y attelons.

## Valoriser la production en consolidant un marché au cadran représentatif

Concernant la valorisation de la production, il nous faut tout d'abord consolider le marché au cadran. Cela passe par l'attractivité des lots présentés, une vraie représentativité de l'offre et des achats. Tout cela est de la compétence des Organisations de Producteurs amont, et donc de notre seule responsabilité. Cela n'est pas en opposition avec les démarches de segmentation lorsqu'elles sont valorisantes auprès du consommateur final. Mais nous avons le devoir d'agir conformément aux ambitions que portent publiquement les OP concernant l'intérêt du MPB. Pour cela, il faut éviter que s'installent trop de cochons sur les rails.

**Pour cela, il nous faudra consolider et adapter nos apports au MPB avec deux objectifs en matière de représentativité :**

- Celle de l'offre basée sur l'implication de chaque OP en proportion de son offre,
- Celle des achats et du poids des différents abatteurs pour l'établissement d'un prix qui soit la meilleure synthèse possible. Là encore, cela dépend des Organisations de Producteurs qui ont, aujourd'hui très faiblement mais demain plus certainement, la capacité à inviter les abatteurs les moins représentés et demandeurs de représentativité, à acheter plus au MPB.

## Valoriser l'élevage par un contrat d'avenir sociétal

En matière de valorisation, nous devons travailler aux moyens de mieux valoriser notre production et nos élevages. Les consommateurs citoyens sont demandeurs de viande de porcs français. Ils sont aussi attachés à une production française. Néanmoins, ils ne perçoivent pas ce qui se passe sous nos yeux et va se poursuivre sans réaction : la disparition rampante de l'élevage qui s'opère par manque de compétitivité, des places étant prises chaque jour par nos voisins bénéficiaires des distorsions de concurrence. Nous entendons aussi positivement l'expression de certains leaders de la GMS qui ont annoncé vouloir soutenir

et consolider nos élevages sur le territoire français. C'est pour cette raison que nous avons initié une réflexion en juin 2015 et décidé, unanimement, au niveau de l'UGPVB, de nous engager sur un travail de fond. Il sera dorénavant mené en collaboration avec Coop de France, et ceci pour faire mûrir au niveau national le fruit d'une idée qui a germé en Bretagne.

**Notre ambition : proposer un vrai contrat d'avenir aux consommateurs et citoyens en collaboration avec la distribution. Notre ambition : valoriser ces attentes des consommateurs citoyens par le biais d'un fond qui profiterait aux éleveurs engagés dans des démarches de progrès.**

Nous pensons formuler des propositions concrètes au cours du premier trimestre 2015.

## Mieux organiser la production pour mieux valoriser

Le troisième gros chantier est celui de notre organisation. Notre schéma a été construit en période de croissance. Alors que les volumes de production baissent, que notre compétitivité est atteinte, nous ne pouvons pas faire l'économie d'une réflexion de fond. Je pense que l'UGPVB a vocation à fédérer l'ensemble des organisations de producteurs de la filière porcine, notamment sur des sujets transversaux. Concernant l'organisation économique, il est évident que coexistent plusieurs schémas : un schéma filière incarné par Cooperl Arc Atlantique et, par ailleurs, un autre, incarné par les autres Organisations de Producteurs moins intégrées dans des approches filière. Je ne pense pas que la volonté, et des éleveurs, et des responsables, soit de bâtir un Danish Crown breton. Je ne pense pas que l'avenir de la Bretagne porcine, qui repose sur l'élevage familiale et ses diversités culturelles, passe par là. Au contraire, la diversité est une richesse ! Mais je pense néanmoins que la filière toute entière aurait intérêt à voir émerger un intervenant de poids sur l'axe stratégique des Organisations de Producteurs amont. Je pense à celles qui s'adressent, toutes et chacune, à plusieurs abatteurs, dont la diversité mais aussi la spécialisation et la performance sur leur axe stratégique propre, doivent être considérés comme une opportunité de valorisation positive pour l'avenir. Mais cela passe sans doute par moins de dispersion au niveau de ces Organisations de Producteurs, plus d'efficacité commerciale, une offre mieux rassemblée pour construire en partenariat avec les abatteurs, des politiques de segmentation valorisantes auprès des consommateurs. Je ne dis pas que les 9 organisations de producteurs amont doivent être au garde à vous sous une seule tête. Je les invite simplement à réfléchir et à travailler pour bâtir demain, en pensant à l'intérêt supérieur des éleveurs, à la Bretagne, au consommateur. Sans décision dans ce domaine, la diversité ne sera plus demain source de richesses, mais de dispersion stérile, coûteuse, sans valeur ajoutée. A nous de canaliser cette diversité pour bâtir un vrai projet qui doit reposer avant tout sur l'organisation de la production et des éleveurs. L'avenir de la production porcine ne passe pas par l'individualisme, celui qui pointe et que pourrait encourager certaines formes de contractualisation.

**L'avenir de la production porcine ne s'écrira pas avec des ordres venant d'en haut, avec des schémas pensés dans des salons. Elle s'écrira par les éleveurs eux-mêmes, des éleveurs que nous aurons su fédérer le plus largement possible, dans chacun des deux grands schémas stratégiques, filière ou non, et ceci pour établir des relations commerciales équilibrées, constructives, valorisantes avec l'aval, et source d'émulation positive.**

## Gagner en compétitivité

Le quatrième chantier est celui de notre compétitivité. Je pense qu'il ne faut pas se faire d'illusions. Certains éleveurs devront cesser leur activité. A l'Etat mais aussi à nous d'accompagner cette sortie pour qu'elle se fasse dignement. A nous aussi d'accompagner celles et ceux qui souhaitent investir pour conforter leur élevage et assurer la pérennité de cette filière pourvoyeuse d'emplois et de dynamisme dans nos territoires. Pour ces éleveurs passionnés par le métier et déterminés pour construire, nous avons le devoir de fournir des boussoles. C'est dans cet esprit et en lien avec les orientations du CRP Bretagne que nous avons confié, à l'IFIP et au CER France Bretagne, le soin de réaliser une expertise pour :

- Analyser l'évolution des dynamiques de production dans les quatre principaux pays européens concurrents (DK-PB-ALL-ES), et ceci en comparaison avec la France,
- Préciser les facteurs d'évolutions des élevages en Bretagne depuis 2000 : structures, performances, résultats économiques et financiers.

**Sur la base de cette étude très riche d'enseignements, présentée confidentiellement très récemment en comité de pilotage et qui sera restituée début 2016 aux familles représentatives de la production réunies au CRP Bretagne, nous nous attèlerons à bâtir des recommandations pour que la Bretagne porcine de demain se construise sur des systèmes gagnants et performants d'exploitations porcines.**

Enfin, un petit mot avant de conclure sur la communication. Si nous sommes confrontés à de nombreuses difficultés, il ne faut pas baisser la tête, au contraire. La communication peut paraître futile pour certains, mais c'est essentiel dans notre monde.

**Cette année, la Pig Parade aura marqué les esprits. J'en profite pour féliciter David RIOU, son équipe, sa commission et le réseau des chargés de communication des OP, pour ce projet impressionnant, couronné de succès, qui aura permis de créer du lien et de fédérer.**

Si la situation des éleveurs est compliquée, les projets à énergie positive doivent perdurer. La commission communication ne manque pas d'idées. Je n'aurai qu'un seul mot, continuez à être créatif et à oser !

En conclusion, après vous avoir fait part de ma lecture des événements vécus ces derniers mois, vous avoir exprimé notre sentiment et nos attentes à l'égard des décideurs politiques, je vous ai présenté une ligne de travail qui repose avant tout sur le collectif. Au-delà des difficultés conjoncturelles qui sont d'actualité, nous sommes convaincus que nous n'abordons pas un simple virage mais nous changeons d'époque.

**A nous de nous organiser et d'être bons, de faire en sorte que le film élaboré en 2005 par Gwénola FLOCH-PENN - 2040 : faut-il creuser la Manche ? - n'eût été prophétique.**

Pour les pressés, je vous invite à regarder sur YouTube le passage entre la 21<sup>ème</sup> et la 23<sup>ème</sup> minutes.

Enfin, permettez-moi de saluer l'ensemble des Présidents et Directeurs, des salariés d'Organisations de Producteurs pour leur implication dans les travaux, que ce soit en Commission, en Conseil d'Administration ou en groupe de travail. Je tiens aussi à saluer et à remercier nos partenaires régionaux aux côtés desquels nous agissons quotidiennement. Je tiens aussi à saluer les représentants de COOP de France, l'Association Nationale Sanitaire Porcine et Inaporc pour leur implication à nos côtés. Merci à BREIZ Europe, pour sa veille efficace et tenace, au nom de l'agriculture et de l'agroalimentaire breton, à Bruxelles.

Merci enfin à tout le personnel de l'UGPVB engagé en premier chef sur nos dossiers.

Merci.

**Michel BLOC'H.**

Président.